Christine Lutringer, *Gouvernance de l'agriculture et mouvements paysans en Inde*

Genève-Paris, Institut de hautes études internationales et du développement-Karthala, 2012, 250 p.

Fabien Gaveau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9867>

DOI : 10.4000/etudesrurales.9867

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 16 juillet 2013

Référence électronique

Fabien Gaveau, « Christine Lutringer, *Gouvernance de l'agriculture et mouvements paysans en Inde* », *Études rurales* [En ligne], 191 | 2013, mis en ligne le 12 juillet 2015, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9867> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.9867>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Christine Lutringer, *Gouvernance de l'agriculture et mouvements paysans en Inde*

Genève-Paris, Institut de hautes études internationales et du développement-Karthala, 2012, 250 p.

Fabien Gaveau

Christine Lutringer, *Gouvernance de l'agriculture et mouvements paysans en Inde*. Genève-Paris, Institut de hautes études internationales et du développement-Karthala, 2012, 250 p.

- 1 Spécialiste de l'action publique en Inde, Christine Lutringer s'intéresse ici au jeu des acteurs dans la modernisation agricole de ce pays et à sa participation toujours plus forte à l'espace économique mondial. Elle revient sur la Révolution verte sous l'angle de la mobilisation sociale qu'elle suscite encore aujourd'hui.
- 2 Certes l'agriculture ne contribue au PIB qu'à hauteur de 15 %. Toutefois le poids du secteur demeure important en valeur absolue et mobilise d'autant plus l'attention des autorités publiques qu'environ 69 % de la population indienne demeure rurale.
- 3 Néanmoins l'ouverture internationale a obligé l'État central à redéfinir ses modes d'intervention dans l'agriculture. De nombreux interlocuteurs pèsent sur les orientations politiques agricoles : organismes internationaux et nationaux ; divers acteurs de la filière. Quelles réponses les paysans développent-ils dans ce nouvel environnement que l'auteur qualifie de « régime international » ? Quelles sont les dynamiques de l'action collective ? Deux États servent d'exemples : l'Uttar Pradesh, qui a beaucoup bénéficié de la Révolution verte ; et le nouvel État du Chhattisgarh, encore largement caractérisé par une agriculture pluviale très diversifiée.

- 4 Dans un premier temps, l'auteur considère l'évolution de la politique indienne en matière d'agriculture. La quête de l'autosuffisance alimentaire a été le support de la modernisation agricole (Révolution verte). Or, l'ouverture internationale et l'adoption de politiques libérales sont venues bousculer les acteurs de cette modernisation et son financement public. Il ressort de cette partie que la Révolution verte a globalement accru la production et qu'elle a fait naître des liens puissants entre producteurs, surtout dans les zones d'irrigation : productions rizicoles, céréalières et sucrières. Toutefois une attention moindre a été portée à la diversité alimentaire et à la qualité des produits.

- 5 Dans un deuxième temps, l'auteur examine comment les paysans des deux États de référence ont réagi face aux inflexions des politiques agricoles. L'auteure retrace la montée en puissance de mouvements paysans dont les contours reposent en partie sur des identités de caste et des segments de production, autour de quelques leaders issus de groupes de marchands bien implantés dans les campagnes. La politisation des masses rurales s'est par ailleurs renforcée alors que l'agriculture faisait l'objet d'un traitement différentiel selon les cultures produites. Des lobbies sont apparus pour défendre le principe des subventions à l'agriculture dans le respect de la propriété privée, contre les projets de coopératives paysannes, d'inspiration chinoise, vite abandonnés dans les années 1960. Ces mêmes lobbies agissent contre la libéralisation internationale de l'agriculture voulue par les accords du GATT puis par l'OMC. Pourtant, selon les contextes locaux, les mouvements paysans s'orientent vers la défense d'éléments différents. Les plus contestataires concernent les régions où l'agriculture familiale, intégrée à des formes communautaires de l'exploitation, est la plus enracinée, comme dans le Chhattisgarh.

- 6 Le récit des mobilisations dans cet État constitue une étude novatrice quant à la résistance paysanne à la libéralisation de l'agriculture. Une affaire illustre bien la question : celle de la multinationale Syngenta qui, en 2002, a cherché à acquérir la collection rizicole de Raipur. Elle serait devenue propriétaire de nombreuses variétés de riz et aurait privatisé un important catalogue génétique utile à la fabrication des semences. La mobilisation populaire s'est dirigée contre la privatisation des semences, au nom du libre accès à l'héritage naturel et culturel que l'État devait garantir aux paysans. Cette mobilisation s'inscrit dans une longue tradition de luttes en Chhattisgarh : au XIX^e siècle contre la suppression des droits collectifs des communautés ; dans les années 1950 contre le développement du secteur minier et l'industrialisation ; dans les années 1970 et 1980 contre les usuriers. La résistance à la firme Syngenta et à ses soutiens locaux a été puissante. Pour l'auteure, le conflit reflète la lutte entre une économie « tribale » et une logique libérale que la globalisation et les choix politiques de l'Inde encouragent. Les mouvements populaires sont parvenus à faire reculer les autorités de l'État de Chhattisgarh, pourtant favorables à une privatisation générale de l'économie. L'affaire a en outre révélé combien les chercheurs en agronomie manquaient de ressources pour mener leurs travaux sur la génétique des semences, ce qui les a conduits, dans ce cas précis, à vendre la collection rizicole qu'ils avaient pu constituer dans une région reconnue pour la diversité de ses variétés indigènes.

- 7 Ce livre ouvre de nombreuses pistes de réflexion. Il étudie avec précision la reconfiguration des rapports agricoles dans le contexte de la libéralisation voulue par les autorités centrales. Il rappelle que les capacités des ruraux à se mobiliser sont plus

importantes que ne l'imaginent les pouvoirs publics. Par ailleurs, il montre que, loin de reposer sur la seule impulsion de l'État central, la modernisation agricole de l'Inde contemporaine a été inégalement poursuivie selon les États et que la capacité des paysans à s'organiser et à être entendus dépend aussi des structures sociales qu'ils ont héritées.

- 8 Si l'État central a encouragé le génie génétique et concentré les efforts d'accroissement de la production alimentaire sur quelques plantes, il a négligé beaucoup d'autres productions qui jouaient pourtant un rôle essentiel dans l'alimentation générale du pays. De ce point de vue, il a échoué à faire reculer durablement la faim et la pauvreté rurale, ce qui pourrait expliquer, dans une certaine mesure, les nouveaux choix de libéralisation du secteur agricole pour tenter de combler, par le marché, ce qu'il ne peut garantir, au risque d'amplifier des protestations déjà bien actives.